



Dossier de presse « Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse »

Dossier pour le point presse

Mardi, 7 mars, 14h à 17h

<https://greenpeace.zoom.us/j/93382643530?pwd=RXRUVmY3SnFFdhXREtMZW90ZDhnZz09>

Meeting-ID : 933 8264 3530

Code : 455673

Egalement en téléchargement sur <https://ainees-climat.ch/>

1. Etat de la situation

Le 29 mars 2023 a le potentiel d'entrer dans l'histoire comme date importante dans la lutte internationale contre la catastrophe climatique dont les contours sont de plus en plus clairs. Le changement climatique n'est pas seulement devenu la principale menace pour l'humanité, il menace aussi les droits de l'homme. Les canicules de longue durée provoquent une crise sanitaire qui tue des milliers de personnes chaque année. C'est une menace pour le droit à la santé et à la vie.

C'est la première fois que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH, ci-après la Cour) tient une audience publique à Strasbourg pour savoir dans quelle mesure un Etat comme la Suisse doit réduire plus fortement les émissions de gaz à effet de serre pour protéger les droits de sa population.

Le déclencheur se trouve dans le recours soumis à la Cour par les Aînées pour la protection du climat et 4 requérantes individuelles.

Le recours des Aînées pour la protection du climat est une des 3 actions en justice pour le climat (voir [Fiche thématique CEDH](#), Convention et Cour) qui sont pendantes devant la Grande Chambre composée de 17 juges. Ces trois affaires sont :

- *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse* (requête no. 53600/20)
- *Carême c. France* (no. 7189/21)
- *Duarte Agostinho et autres c. Portugal et 32 autres Etats* (no. 39371/20)

Le 29 mars 2023, le recours des Aînées pour la protection du climat sera la première affaire concernant le climat traitée par la Grande Chambre de la Cour. Le même jour, la Grande Chambre entendra aussi un cas qui concerne la France (Carême c. France). L'audience publique de la 3e affaire (Duarte Agostinho) dans lequel la Suisse est accusée avec 32 autres pays est prévue pour la fin de l'été.

La décision de porter les débats et l'audience devant la Grande Chambre de la Cour souligne l'importance fondamentale de ce recours. La Grande Chambre de la Cour se basera sur ces trois affaires pour définir sa jurisprudence en matière de changement climatique et de droits de l'homme, ce qui aura de larges conséquences. On attend un arrêt de référence que les Etats membres du Conseil de l'Europe devront suivre. Il y a donc un grand intérêt international pour le sujet et pour l'arrêt de la Cour de Strasbourg.

2. La demande des Aînées pour la protection du climat Suisse

Les Aînées pour la protection du climat Suisse se sont fondées en association de personnes concernées en aout 2016 avec 150 membres fondatrices. Aujourd'hui, l'association compte plus de 2'000 membres dans toute la Suisse avec un âge moyen de 73 ans. Comme les femmes âgées constituent le groupe de population le plus fortement touché par la recrudescence des canicules et que l'association défend leurs intérêts, seules des femmes ayant atteint l'âge de la retraite de 64 ans peuvent en faire partie.

Les Aînées pour la protection du climat Suisse s'engagent pour la protection de leurs droits fondamentaux à la santé et à la vie. La Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, ci-après la Convention) protège explicitement ces droits ; la Suisse l'a ratifiée en 1974. Les canicules que le changement climatique d'origine humaine rend de plus en plus fréquentes et de plus en plus intenses menacent en particulier la santé et la vie des femmes âgées. Comme le droit veut que seuls les groupes et les personnes particulièrement concernées peuvent agir en justice, l'action en justice des Aînées pour la protection du climat ne concerne depuis le début que des femmes à l'âge de la retraite.

Des études et des rapports de [l'Office fédéral de l'environnement \(OFEV\)](#), de [l'Office fédéral de la protection de la population \(OFPP\)](#) et des [Académies suisses des sciences](#) confirment que les Aînées souffrent particulièrement des canicules de plus en plus fréquentes et de plus en plus intensives. Le [Global Risks Report](#) que le Forum économique mondial (WEF) publie chaque année considère que les événements météorologiques extrêmes constituent les menaces les plus probables pour l'humanité.

3. Le processus judiciaire des Aînées pour la protection du climat

Voici les étapes de la voie judiciaire dans laquelle se sont engagées les Aînées pour la protection du climat :

- En novembre 2016, les Aînées pour la protection du climat ont soumis une [requête](#) au Conseil fédéral, au Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC) ainsi qu'aux Offices fédéraux de l'environnement et de l'énergie OFEV et OFEN pour les appeler à en faire plus pour protéger le climat. La requête a été rejetée avec l'argument qu'il n'y a pas d'atteinte aux droits personnels des personnes requérantes.
- En mai 2017, les Aînées pour la protection du climat ont recouru auprès de l'instance immédiatement supérieure, le Tribunal administratif fédéral (TAF) à St-Gall. Fin 2018, celui-ci [rejette](#) le recours avec l'argument que les requérantes ne sont pas touchées de façon particulière par les mesures de protection du climat de la Confédération, car toute la population et aussi le tourisme hivernal, l'économie hydraulique etc. sont touchés d'une façon ou d'une autre par le réchauffement du climat.
- Les Aînées pour la protection du climat ont ensuite recouru au Tribunal fédéral (TF), sans succès. Le [recours au TF](#) de Lausanne a été [rejeté](#) en mai 2020 avec l'argument que les requérantes ne subissent actuellement pas d'atteinte à leurs droits (fondamentaux) avec une intensité suffisante pour agir conformément à la Loi fédérale sur la procédure administrative (PA).
- C'est pour cela que le 26 novembre 2020, les Aînées pour la protection du climat ont recouru à la Cour européenne des droits de l'homme (la Cour) à Strasbourg. « L'affaire climatique suisse » comme on la nomme dans le langage courant a déjà surmonté 2 obstacles. Fin mars 2021, la Cour décide de traiter le recours des Aînées pour la protection du climat [de façon prioritaire](#). Fin avril 2022, la Cour annonce que ce recours sera traité par sa [Grande Chambre](#). Cela souligne l'importance que la Cour accorde à l'affaire climatique suisse.

4. La dernière instance : La Cour européenne des droits de l'homme CEDH

La Convention européenne des droits de l'homme (la Convention) a été élaborée après la 2e Guerre mondiale. A cette époque, il y avait en Europe un fort besoin de protection en général et une meilleure protection des droits de l'homme au niveau du droit. Le but en est que la protection des droits de l'homme ne dépende pas que des différents Etats. Le 4 novembre 1950, la convention élaborée par le Conseil de l'Europe a été signée par 13 Etats à Rome. La Convention européenne des droits de l'homme est entrée en vigueur en 1953. La Suisse a adhéré au Conseil de l'Europe en 1963 et a ratifié la Convention en 1974 ([plus d'informations](#)).

La Cour européenne des droits de l'homme (la Cour) se prononce sur des recours concernant des atteintes à la Convention. Elle siège à Strasbourg (F), comme le Conseil de l'Europe. Actuellement, le Conseil de l'Europe comprend 46 Etats membres, chacun délègue un·e juge à la Cour. Irin [Síofra O'Leary](#) préside la Cour depuis le 1er novembre 2022. Elle préside aussi les audiences de la Grande Chambre.

Le 26 novembre 2020, les Aînées pour la protection du climat et 4 requérantes individuelles ont déposé leur [recours](#) contre l'arrêt du Tribunal fédéral (voir ci-dessus chf. 3). Les prescriptions de la Cour ont limité ce recours à 20 pages. La Suisse a pris [position](#) sur ce recours le 16 juillet 2021. Le 13 octobre 2021, les Aînées pour la protection du climat et les 4 requérantes individuelles ont remis des observations complètes sur les [faits](#) et sur le [droit](#). Elles ont aussi répondu à la prise de position de la Suisse. La Suisse [a répliqué](#) à son tour le 21 novembre 2021.

Après avoir transmis l'affaire à la Grande Chambre, les parties ont eu jusqu'au 5 décembre 2022 pour répondre à différentes [questions posées par la Cour](#) et se déterminer quant aux faits et quant au droit sur 70 pages de façon définitive. L'équipe juridique des Aînées pour la protection du climat a été élargie à 5 personnes pour s'occuper de la procédure devant la Grande Chambre. Le 2 décembre 2022, elle a transmis à la Cour ses dernières écritures sur les faits, la recevabilité et le fond du recours (original en anglais) : [Observations on the facts, admissibility and the merits](#).

Les Aînées pour la protection du climat appellent la Cour à enjoindre la Suisse d'agir immédiatement pour protéger leurs droits de personnes et de prendre les mesures législatives et administratives appropriées pour contribuer à ce que l'augmentation de la température moyenne de l'atmosphère terrestre ne dépasse pas 1.5°C. Des objectifs concrets de réduction des émissions en font partie (voir : [Requests to the Court](#)). C'est également pour cela qu'il faut éviter et réduire les émissions effectuées à l'étranger dues à notre consommation et en relation avec des flux financiers passant par la Suisse.

Le [site internet des Aînées pour la protection du climat](#) référence [tous les documents](#) nécessaires à la compréhension du recours « Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse » (no. 53600/20) qui ont été soumis à la Grande Chambre par les 2 parties et par des parties tierces :

- I [Ecriture des Aînées pour la protection du climat](#) (en anglais : Observations on the facts, admissibility and the merits),
- I Ecriture du gouvernement suisse (prise de position en [français](#) (original) et en [anglais](#) (traduction officielle) - ainsi que les déclarations sur les faits en [français](#) (original) et en [anglais](#) (traduction officielle),
- I [Ecritures des 23 tierces parties](#).

5. Réponse der Aînées pour la protection du climat à des questions fréquentes

I. Pourquoi inténtez-vous ces actions ?

Nous intentons ces actions car la Suisse n'en fait de loin pas assez pour contenir la catastrophe climatique. La hausse des températures a déjà aujourd'hui de graves conséquences sur notre santé physique et mentale. La forte augmentation des extrêmes de chaleur a pour conséquence de nous rendre malades, nous les femmes âgées. En comparaison avec la population globale, nous sommes exposées à un risque de maladie et de mortalité nettement plus élevé en raison de ces extrêmes de chaleur.

II. Pourquoi l'association compte-t-elle exclusivement des femmes ? Dans quelle mesure la santé des femmes est-elle plus affectée ?

Les femmes âgées sont extrêmement vulnérables aux effets de la chaleur. Il existe de nombreuses études et des preuves substantielles montrant qu'elles sont exposées à un risque important de décès, ainsi qu'à des problèmes de santé dus à la chaleur. Par conséquent, les dommages et les risques causés par le changement climatique sont suffisants pour engager l'obligation positive de l'État de protéger leur droit à la vie tel que garanti par les articles 2 et 8 de la Convention.

III. Pourquoi dites-vous que la Suisse n'en fait pas assez en matière de protection du climat ? Ne fait-elle pas déjà ce qu'elle peut ? N'est-elle pas particulièrement progressiste ?

La politique climatique suisse est clairement insuffisante au regard de l'objectif de contenir le réchauffement climatique à 1,5 °C au maximum. Si tout le monde agissait comme la Suisse le fait aujourd'hui, le réchauffement planétaire pourrait atteindre 3 °C d'ici 2100.

Dans nos mémoires déposés en justice, nous avons exposé en détail ce que la Suisse doit faire. Voici les principaux points :

- Les émissions en Suisse doit être réduites de plus de 60 % d'ici 2030 par des mesures nationales, au lieu des 34 % prévus jusqu'à présent.
- En plus des réductions d'émissions réalisées en Suisse par des mesures nationales, la Suisse, en tant que pays riche dont les émissions sont historiquement élevées, doit pouvoir réaliser d'ici 2030 d'importantes réductions d'émissions à l'étranger dépassant, cumulées, l'ensemble des émissions produites en Suisse d'ici 2030.

La politique climatique suisse fait en outre piètre figure par rapport aux États *comparables* : en particulier, l'objectif suisse de réduire, d'ici 2030, les émissions domestiques à 34 % par rapport aux niveaux d'émissions de 1990 est nettement moins strict que les objectifs fixés dans l'[UE](#) (55 %), sans parler de ceux du [Danemark](#) (70 %), de la [Finlande](#) (60 % avec neutralité carbone d'ici 2035) et de l'[Allemagne](#) (65 %).

IV. En quoi la politique climatique est-elle importante pour les droits de l'homme ? Quels sont le rôle et la mission de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans ce contexte ?

Le changement climatique représente aujourd'hui la principale menace pour les droits de l'homme. Limiter le réchauffement à un maximum de 1,5 °C (plus il est faible, mieux c'est) est essentiel pour restreindre le moins possible l'exercice des droits de l'homme aujourd'hui et à l'avenir.

La politique climatique est importante pour les droits de l'homme protégés par la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), car le changement climatique menace des vies humaines en raison de l'augmentation des extrêmes. Dans notre cas, l'augmentation générale des températures et les canicules, de plus en plus fréquentes et intenses au fur et à mesure du réchauffement de la planète, représentent un risque réel et sérieux pour notre vie et notre santé physique et mentale. C'est pour cette raison que la Suisse a une obligation de protection à notre égard. Cette obligation de protection découle de notre droit à

la vie (art. 2 [CEDH](#))¹ et de notre droit à la vie privée et familiale (art. 8 [CEDH](#))² (tout comme, au demeurant, de l'art. 10, al. 1, de la [Constitution fédérale](#) suisse). En d'autres termes, la Suisse est tenue, en vertu de la Convention, de protéger activement notre vie et notre santé physique et mentale contre les risques liés au changement climatique.

Il incombe à la CEDH d'examiner les violations de la CEDH invoquées (en l'espèce notamment les violations des art. 2 et 8 CEDH).

V. Quels seraient les effets d'une décision donnant raison aux actions déposées ?

Les conséquences concrètes d'une décision positive dépendront des conclusions que la CEDH admettra et de la motivation des différents éléments de la décision. Si la CEDH constate une violation de l'art. 2 (droit à la vie) et/ou de l'art. 8 CEDH (droit à la vie privée et familiale), le Conseil fédéral et le Parlement devront remédier à la violation des droits de l'homme et réviser les lois correspondantes. La CEDH peut donner des instructions concrètes à ce sujet, ce que nous l'avons priée de faire.

Une décision positive créerait un précédent pour les 46 États membres du Conseil de l'Europe. Cela signifie que les tribunaux nationaux devraient respecter cette nouvelle jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et que, s'ils ne le font pas, les recours déposés dans tous ces États pourront s'appuyer sur cette décision et requérir que les tribunaux appliquent les principes définis dans l'affaire des Aînées pour la protection du climat.

VI. Que se passerait-il si vous perdiez ?

Les conséquences concrètes d'un rejet de notre action dépendent de la motivation de la décision. Dans le pire des cas, le rejet de notre action pourrait légitimer la politique climatique insuffisante de la Suisse. Une telle décision enverrait également un signal négatif aux 45 autres États membres du Conseil de l'Europe.

VII. Êtes-vous les seules à avoir introduit une action climatique devant la CEDH ?

Plusieurs actions climatiques ont été introduites devant la CEDH. Outre l'affaire des Aînées pour la protection du climat, de nombreuses autres affaires sont actuellement pendantes.

La CEDH a décidé d'entendre la cause des Aînées pour la protection du climat le 29 mars 2023, ce qui en fait la toute première affaire climatique traitée par la Grande Chambre. Le même jour, la même chambre entendra également une affaire concernant la France (Carême). La Grande Chambre a également prévu d'entendre une troisième affaire (Duarte Agostinho), dans laquelle la Suisse est intimée au côté de 32 autres pays, mais la date n'a pas encore été fixée. Sur la base de ces trois affaires, la Grande Chambre de la

¹ Art. 2 (1) CEDH : « Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi. La mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement, sauf en exécution d'une sentence capitale prononcée par un tribunal au cas où le délit est puni de cette peine par la loi.

² Art. 8 CEDH : « (1) Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. (2) Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. »

Cour définira la jurisprudence en matière de réchauffement climatique et de droits de l'homme, ce qui aura des conséquences importantes.

VIII. En Suisse, le peuple peut décider. Pourquoi saisir la CEDH plutôt que d'emprunter la voie politique ?

Compte tenu des effets catastrophiques des changements climatiques sur la nature et l'humanité, il ne saurait être question de se limiter à une seule option. Les deux voies sont importantes ; elles doivent être empruntées toutes les deux et ne doivent pas être utilisées pour se neutraliser mutuellement.

La politique climatique insuffisante de la Suisse a des répercussions négatives sur nos droits fondamentaux et les viole, ce qui explique la nécessité d'emprunter la voie judiciaire en plus de la voie politique. Les tribunaux existent précisément pour juger les violations des droits de l'homme. Les tribunaux ont pour fonction de contrôler que les obligations juridiques soient respectées, indépendamment de considérations politiques.

Les Aînées pour la protection du climat suivent également de près la politique dans leur lutte pour une meilleure protection de leur vie et de leur santé. Elles ont par exemple soutenu l'Initiative pour les glaciers et soutiennent le contre-projet du Parlement suite au débat parlementaire.

IX. Pourquoi l'affaire sera-t-elle traitée par la Grande Chambre ?

En décidant de déférer notre action à la Grande Chambre, la CEDH lui a accordé la plus grande attention possible. La raison en est qu'elle considère que l'affaire est d'une grande importance. En effet, si elle ne fait pas droit à la demande des aînées, elle remettra en question la décision de la Cour suprême des Pays-Bas dans l'affaire Urgenda et les arrêts des cours suprêmes de Belgique, d'Allemagne et de France. Ces juridictions ont toutes estimé que les États sont tenus de faire leur part pour prévenir le changement climatique afin de protéger les droits de l'homme.

X. Qui intervient en tant que tiers dans votre affaire devant la Grande Chambre ?

23 tiers ont exprimé des observations sur notre affaire devant la Grande Chambre de la Cour. Ces tiers fournissent à la Cour des informations importantes qui l'aident à prendre sa décision.

Nous sommes ravies de la participation engagée de ces tiers de toute l'Europe, des USA et des organisations internationales dans notre procédure, ce qui témoigne toute l'attention suscitée par notre affaire et la grande importance qui lui est accordée. Parmi les tiers figurent des personnes et des institutions disposant d'une vaste expertise, telles que l'ancienne Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, des climatologues ayant collaboré aux rapports d'évaluation du GIEC, des expert·es de la santé qui ont examiné de près les extrêmes de chaleur ou encore des juristes spécialistes des droits de l'homme et de la protection de l'environnement. Au total, huit pays ont pris position en tant que tiers intervenant. Toutes les observations sont disponibles sur notre site Internet. Les questions relatives aux prises de position doivent être adressées directement aux tiers concernés.

⇒ Les réponses détaillées aux dix questions les plus fréquentes sont disponibles [sur le site internet des Aînées pour la protection du climat](#).

6. Plus d'informations et contacts

6.1. Date et heure de l'audience publique

Date : Mercredi 29 mars 2023

Heure : 9h15 – env. 11h30

Lieu : La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), F-Strasbourg

6.2. Soutien sur place

Les Aînées pour la protection du climat invitent en particulier d'autres femmes âgées à venir à Strasbourg pour y montrer leur soutien. Toutes les autres personnes sont aussi naturellement et cordialement invitées. 200 à 300 personnes sont attendues les mercredi 29 mars 2023 à partir de 8 heures devant la Cour pour acclamer les Aînées pour la protection du climat qui se rendent à l'audience publique. Ces personnes se retrouveront plus tard au [Pavillon Joséphine](#) à Strasbourg où les Aînées pour la protection du climat, les requérantes individuelles présentes, l'équipe juridique et des représentant·es de Greenpeace les rejoindront l'après-midi.

Nous vous renvoyons volontiers à la vidéo des Aînées pour la protection du climat :

DE: Es geht los! Klimagerechtigkeit jetzt - <https://youtu.be/8u6qKHVWISw>

FR: C'est parti ! Pour la justice climatique - <https://youtu.be/fA-gk92Qrk8>

IT: Eccoci qua! Per la giustizia climatica - <https://youtu.be/AM6yEkfsaH4>

EN: It's time ... for climate justice - <https://youtu.be/yl9cnqUcy5k>

6.3 Interviews

Interviews avec les Aînées pour la protection du climat et des requérantes individuelles

Le 28 mars 2023, une délégation des Aînées pour la protection du climat se rendra à Strasbourg en train. Les journalistes qui aimeraient accompagner les Aînées pour la protection du climat durant ce voyage sont prié·es de s'annoncer auprès d'Yvonne Anliker, porte-parole Greenpeace Suisse, yvonne.anliker@greenpeace.org, 079 306 53 42.

Les membres ci-dessous du comité des Aînées pour la protection du climat sont à la disposition des médias pour des entretiens :

- Rosmarie Wydler-Wälti, Co-Präsidentin des Vereins KlimaSeniorinnen, 079 567 67 73, rosmariewydler@sunrise.ch (Deutsch)
- Anne Mahrer, Co-Présidente des Aînées pour la protection du climat, 079 249 72 17, anne.mahrer@bluewin.ch (français)
- Norma Bargetzi, Anziane per la protezione del clima, 079 352 98 89, normaba@bluewin.ch (italiano)
- Elisabeth Stern, member of the board of Senior Women for Climate Protection Switzerland: 079 351 22 00, elisabeth.stern@bluewin.ch (English)

Les journalistes qui souhaitent s'entretenir avec des requérantes individuelles peuvent s'adresser à Anne Mahrer, Co-Présidente des Aînées pour la protection du climat, 079 249 72 17, anne.mahrer@bluewin.ch.

Photos des des Aînées pour la protection du climat :
<https://media.greenpeace.org/Detail/27MDHUFZPZP>

Interviews avec l'équipe juridique

Attention : Les médias peuvent contacter l'équipe juridique des Aînées pour la protection du climat pour des interviews au plus tard jusqu'au vendredi 10 mars 2023. Les avocat·es seront ensuite de nouveau disponibles pour donner des informations après l'audience publique.

- Cordelia Bähr, Leitende Rechtsanwältin der KlimaSeniorinnen, 078 801 70 34, baehr@ettwein.ch (English & Deutsch)
- Raphaël Mahaim, Avocat au Barreau, 079 769 70 33, rmahaim@r-associes.ch (français)

Interviews avec Greenpeace Suisse

- Georg Klingler, coordinateur du projet et spécialiste du climat chez Greenpeace Suisse, 079 785 07 38, georg.klingler@greenpeace.org (Deutsch, français & English)

6.4 Accréditation des médias à la CEDH

Toutes les informations concernant l'accréditation et l'accès à l'audience de la CEDH se trouvent sur le site internet de la CEDH ([français](#), [English](#)).

Service de presse : [français](#), [English](#)

Communiqués de presse de la CEDH concernant les [affaires climatiques](#).

Participation à une audience : [français](#), [English](#)

Après l'audience, les représentantes des Aînées pour la protection du climat, de Greenpeace et l'équipe juridique seront disponibles en direct pour des interviews.

Aînées pour la protection du climat Suisse, Greenpeace Suisse / March 2023